



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Note du Comité de rédaction

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Note du Comité de rédaction. In: Économie rurale. N°216, 1993. p. 52;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1993\\_num\\_216\\_1\\_4908](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_216_1_4908)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## DÉBATS ET CONTROVERSES

Il est souvent de bon ton de dénigrer politiques et technocrates pour l'étroitesse de leurs visées électoralistes ou gestionnaires. Nous voudrions ici rendre un hommage inattendu au Commissaire Mac Sharry. Jamais en effet, les contre-propositions de politique agricole n'auront été aussi abondantes que depuis que les réformes proposées par la Commission ont été enterrinées, en juin 1992, par le Conseil des ministres. De fait, l'analyse plus précise des effets de ces réformes, dès lors que les modalités concrètes de leur mise en œuvre se précisent sur le terrain, débouchent sur une prise de conscience de plus en plus unanime de l'urgence... d'une réforme de la réforme, urgence que les derniers aléas des négociations du GATT ne peuvent que confirmer. N'est-ce pas là un mérite inattendu du projet communautaire que d'avoir sorti les scientifiques de leur léthargie, pour qu'ils s'impliquent de plein pied dans l'indispensable débat social qu'exige l'élaboration d'une nouvelle politique agricole pour l'Europe ? Comment, en effet, les débats techniques sur l'impact et l'efficacité des outils à mettre en œuvre pourraient-ils s'abstraire des débats de fond concernant les choix de société implicites que sous-tendent nécessairement toute clarification des objectifs des nouvelles politiques à mettre en œuvre ? Certes, les savants ne peuvent prétendre se substituer aux citoyens, et l'objectif de notre revue n'est certainement pas de définir les "bons choix". En revanche, soutenir un débat scientifique large, pluraliste, à l'occasion passionné, constitue une mission d'information et une participation à la construction du savoir qu'une revue comme **Economie Rurale** se doit de ne pas négliger. C'est toute la signification de notre rubrique "Débats et controverses" qui doit permettre aux chercheurs et aux professionnels, simultanément à la publication d'articles de fond plus académique, de participer, à leur place, au progrès des débats concernant les problèmes économiques et sociaux du moment. Aussi, souhaitons-nous vivement que les trois "points de vue" qui suivent soient le début d'une longue série et que cette rubrique devienne, dans les mois à venir, une pépinière d'idées nouvelles où pourront à loisir puiser les acteurs sociaux des réformes en cours.

Le Comité de rédaction

### DIX POINTS SUR LA POLITIQUE VERTE :

### PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE PLUS RESPONSABLE

*J. de VEER\**, *S.L. MANSOLT\*\**, *C.P. VEERMANN\*\*\** et *G. Van DIJK\*\*\*\**

Après quarante cinq ans de soutien illimité des prix, la dernière réforme de la PAC, à laquelle reste étroitement associé le nom du Commissaire Mac Sharry, opère une séparation radicale en matière de soutiens, entre productions et revenu. Faut-il se réjouir de ce sursaut de sagesse, qui ouvre une nouvelle ère de bien-être des consommateurs et des contribuables ? Nous estimons que rien n'est moins vrai ! En effet, hormis les concessions destinées à faciliter une percée au GATT, motivation essentielle de la réforme, les me-

sures proposées manquent cruellement d'une réflexion de fond et d'une vision prospective créative des fonctions nouvelles assignées à l'agriculture dans nos sociétés modernes occidentales d'économie hautement développée. Les décisions arrêtées à Bruxelles ne peuvent en aucun cas prétendre épuiser le débat. C'est une politique radicalement nouvelle qu'il convient d'élaborer, et c'est à la poursuite du débat que sont consacrées les réflexions qui suivent.

\* Ancien directeur de l'Institut Economique Agricole, Université d'Amsterdam.

\*\* Ancien Vice-Président de la Commission Européenne.

\*\*\* Professeur, Université Erasmus, Rotterdam, Université Catholique de Brabant.

\*\*\*\* Professeur, Université de Wageningen. Directeur au Conseil National des Coopératives.